Négatif

Bulletin irrégulier – Décembre 2005 – n°6

Paysage après la bataille

Les émeutes urbaines de novembre sont directement liées à la décomposition sociale avancée. Notre incapacité à fraterniser avec les émeutiers ou à participer à cette révolte sociale révèle le degré qu'atteint maintenant la séparation. La tâche de la critique sociale, se donnant les moyens d'investir le réel, doit être l'élucidation du fonctionnement du pouvoir et des stratégies employées par les classes dirigeantes pour assurer la reproduction de leur domination.

La séparation achevée

> *Dans ce pays, il y a plus de prisons que de boulangeries,*
> *On fabrique plus de menottes que de poupées*
>
> R. Depestre

Pendant dix-huit jours, des jeunes des quartiers populaires ont affronté les flics et ont détruit des édifices publics symbolisant l'ordre social ou des magasins. Ces émeutes, qui ont concerné toute la France, ont fait suite à la mort de deux adolescents de Clichy-sous-Bois dans des conditions qui restent peu claires. Plus généralement, ces émeutes sont à rapprocher des provocations répétées depuis plusieurs années de la part de l'Etat et de la répression ciblée touchant une partie de la population : les immigrés et les jeunes issus des cités et désignés comme les nouvelles « classes dangereuses ». Ces violences urbaines sont donc une réponse à un Etat policier qui se précise chaque jour un peu plus.

Ceci étant, un premier constat s'impose : cette révolte sociale est restée circonscrite à certains quartiers de la périphérie de certaines agglomérations et ne s'est pas étendue à toute la société. Cette contestation est le résultat des régressions sociales et politiques, et de la misère qui touche de plein fouet les classes populaires. Au-delà de ces évidences, nous ne savons que peu de choses sur la nature même de cette révolte. Au cours des quelques manifestations qui ont eu lieu contre la répression et l'état d'urgence, il n'y avait aucun de ceux qui ont participé aux affrontements, à Paris ou en Seine-Saint-Denis du moins. Par ailleurs, les émeutiers n'ont pas pris la parole pour donner un sens politique à leur geste. En fait, c'est en spectateurs que nous avons dû assister à cette vague de contestation.
Notre incapacité à fraterniser avec les émeutiers autrement qu'à distance nous montre à quel point nous vivons isolés les uns des autres. La décomposition sociale actuelle prend la forme de la séparation achevée[1]. Cette séparation se lit sans mal dans le type même d'urbanisme inventé par notre société : les cités isolées du centre des villes constituent des entités closes sur elles-

[1] Mais la ligne de partage passe à l'intérieur même des quartiers périphériques. Il suffit d'y travailler pour se rendre compte que la différence est grande entre le discours de ceux qui réussissent ou qui pensent être en voie de réussir et ceux qui sont en situation de relégation ; les uns adoptant le discours des classes dirigeantes, les seconds se complaisant dans la victimisation ou l'image du lascar. Entre les deux types de comportement, il y a sans doute un espace pour le développement d'une conscience politique de classe radicalement opposée à l'ordre établi, mais elle demeure pour le moment superficielle et parcellaire.

mêmes. Autant le dire, l'impossibilité d'étendre la lutte sociale ailleurs que dans les cités traduit notre incapacité à nous reconnaître complètement dans cette révolte pourtant bien réelle. Il s'agit donc bien de morcellement, d'isolement et de séparation qui empêchent même simplement d'envisager l'unité d'action dans la lutte sociale contre l'ordre institué.

Désunis, dans l'incapacité de nouer des liens, nous devons faire face à un ennemi qui a une stratégie, une science et un outil de domination puissant, redoutable et implacable : l'appareil d'Etat.



Logique d'Etat

la politique c'est la guerre continuée par d'autres moyens
d'après Clausewitz

Il serait douteux que l'Etat ait perdu la main à quelque moment que ce soit au moment des émeutes, contrairement à ce que les médias ont laissé croire ou même selon l'interprétation de certains camarades.

La répression a sans doute été violente, mais il n'y a pas eu de bavure. On ne peut pas parler de dérapage dans la mesure où il n'y a eu aucun mort chez les émeutiers. Elle a attisé la haine et la peur tout au plus, et il faudrait se demander si tel n'était pas le but de l'opération d'ailleurs. Les émeutes n'ont pas non plus touché le centre des villes et, finalement, les dégâts restent limités. Il n'y a pas eu de pillage systématique ou d'attaques répétées contre les symboles de l'ordre. Bref, nous ne pouvons pas dire que l'Etat est affaibli ou a donné l'impression d'être surpris, voire dépassé. Etant donné la radicalisation des positions des classes dirigeantes vis-à-vis de la question sociale, nous pouvons penser que le gouvernement savait que le climat était tendu. Comme en 2002, le pouvoir politique, relayé par l'appareil idéologique, à commencer par les médias, a jouer avec la peur de l'Autre, autre conséquence de la séparation et de l'isolement.

Les mesures prises par le gouvernement pour juguler la crise sont elles aussi étonnantes. Décréter l'état d'urgence, et donc ressortir une loi appliquée pendant la guerre d'Algérie, était plus à même d'accélérer la crise que d'offrir la possibilité d'en sortir, tant il est vrai que cette loi d'exception renvoie à un ordre colonial remarquable par sa brutalité et son cortège de massacres. Il faudrait ajouter à cela les déclarations de certains intellectuels directement liés au pouvoir, H. Carrière d'Encausse s'épanchant dans la presse moscovite sur les familles polygames qui seraient la cause des désordres survenus en France, et A. Finkielkraut se répandant dans les médias israéliens pour convenir qu'il n'y a pas de question sociale en France mais seulement des problèmes ethno-religieux, et on pourra s'interroger sur les stratégies de l'Etat dans le contrôle social et la surveillance de la population.

Nous savons que pendant longtemps ce contrôle s'est fait à travers l'encadrement et l'intégration par le travail et l'école. Aujourd'hui, à cause du chômage et de la crise sociale, ce mode d'encadrement ne fonctionne plus aussi bien qu'avant et une partie de la population est sans doute moins bien contrôlée. Il ne paraît pas absurde de penser que l'Etat entend mettre en place un contrôle social plus efficace et mieux adapté à la situation actuelle.

Tout se passe comme si l'Etat cherchait à résoudre le problème de la question sociale par une gestion de type communautariste de la crise. La gestion de la crise sociale provoquée par les transformations du capital prend la forme, aux yeux d'une partie des classes dirigeantes en tout cas, d'une ethnicisation des rapports sociaux. Du coup, il n'est pas surprenant que l'on assiste à un retour de l'idéologie coloniale qui repose justement sur une racialisation des relations sociales, c'est-à-dire sur une déshumanisation de l'Autre[2]. Cette idéologie coloniale, qui a donné lieu à la création d'une véritable culture coloniale, met à mal l'un des fondements de l'idéal républicain revendiqué dans le même temps par la bourgeoisie : l'universalisme. A ce sujet, il faut souligner que les populations colonisées n'ont jamais eu le droit à la qualité de citoyens français, ou alors une infime minorité, mais étaient composées de sujets de l'empire colonial français. Par exemple, les « indigènes » algériens étaient administrés selon un statut personnel qui n'avait rien à voir avec la citoyenneté. Dans les colonies, l'universalisme « généreux » symbolisé par la triade « Liberté, Egalité, Fraternité » est resté tout aussi abstrait et mythique qu'en métropole, sinon plus, la réalité quotidienne étant bien celle d'une gestion communautaire des relations sociales. C'est cette réalité qui réapparaît aujourd'hui sous la forme d'un passé refoulé.

A plus d'un titre, les émeutes ont joué un rôle de test pour l'Etat : capacité de répression, réaction de la société face à une situation de crise[3].

Lorsque G. Debord a publié ses *Commentaires sur la société du spectacle*, on lui a reproché de sombrer dans la théorie du complot ou d'être obnubilé par le culte du secret. Si les propos de Debord sont parfois ambigus, il faut bien comprendre où il veut en venir. Le secret d'Etat consiste moins pour lui en complot permanent qu'à une volonté pour les classes dirigeante de rendre illisible le fonctionnement réel de la domination. D'ailleurs K. Marx lui-même, dès les *Manuscrits de 1844*, quand il entame la critique de l'économie politique, entend percer le secret du fonctionnement de la domination du capital. Et pour cela, il fonde une méthode : le matérialisme historique. La mise à nu du fonctionnement réel du capitalisme devait, pour Marx, libérer les prolétaires de la fausse conscience du monde en leur donnant la possibilité de mettre fin à la séparation et l'isolement, le but ultime étant la réhumanisation des hommes écrasés par leur condition sociale[4].

Aujourd'hui encore, toute la critique sociale en prise avec le réel doit tendre vers un seul objectif : l'élucidation du fonctionnement de la domination dans nos sociétés. C'est alors que nous pourrons mettre fin à la séparation, à notre isolement et à notre situation d'êtres mutilés.

C'est à ce prix que nous serons à même d'envisager une lutte radicale globale et unitaire sur le seul terrain qui puisse nous garantir une émancipation sociale et politique : celui de la question sociale.

La question sociale comme domaine de la lutte : la révolution sans fétiche

> *Quand Dieu devient pour les gens une exclusivité, on peut dire que le monde entier risque de devenir une exclusivité pour ces gens à la croyance exclusive.*
>
> Adonis

Pour mettre en échec la stratégie de l'Etat dans sa gestion de la crise sociale, l'empêcher d'imposer ses règles du jeu et de donner à la société une autre base, il faut d'abord lutter contre tout ce qui nous divise pour aller à l'essentiel : la question sociale.

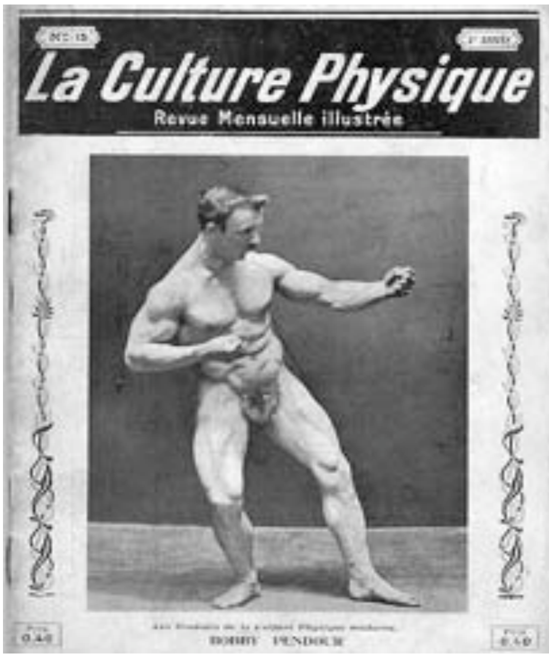
Une chimère nous saisit : l'illusion identitaire. Ces crispations identitaires sont

[2] Voir à ce sujet P. Blanchard, N. Bancel et S. Lemaire. *La fracture coloniale : une crise francaise*, in *La Fracture coloniale. La société française au prisme de l'héritage colonial*, La Découverte, 2005.

[3] A ce sujet, on lira « Les émeutes vues par un officier de police », *Le Canard Enchaîné* du 23/11/2005. Une note d'un flic syndicaliste explique par le menu détail à son big boss ce qui est à revoir : maniement du matériel faisant défaut, problèmes de logistique, résistance physique et psychologique de ses hommes, etc.

[4] Voir ici Kosta Papaioannou, *De la critique du ciel à la critique de la terre*, Allia, 1998.

l'une des formes les plus achevées de la séparation. Elles sont dues aux échecs politiques qui s'accumulent depuis plusieurs années maintenant et à la décomposition sociale avancée.
Or la culture, les particularismes, c'est ce qui reste à un individu quand il a tout perdu.
L'impossibilité de projeter son être social dans un avenir qui s'annonce déjà bien plus sombre qu'un présent invivable explique les replis identitaires actuels, aussi bien de ce côté de la Méditerranée que sur l'autre rive. Pourtant, si l'identité est nécessaire à la situation de survie à laquelle un individu doit faire face, elle n'est pas une composante de l'émancipation sociale.
La guerre de libération nationale en Algérie a pris l'allure d'un conflit opposant deux communautés : les « musulmans » algériens et les colons européens. En réalité, la guerre d'Algérie prend la forme d'un triple conflit : une guerre entre les militants indépendantistes et l'Etat colonial, une guerre franco-française, mais aussi une guerre civile à l'intérieur des différentes tendances du mouvement de libération algérien. On sait que les intérêts des dirigeants du Front de Libération National (FLN) n'étaient pas les mêmes que ceux du peuple algérien. Le FLN représente un embryon d'Etat sur lequel s'appuient les futurs hommes forts de l'Algérie post-coloniale pour asseoir leur régime. Pour s'assurer le contrôle de la société, ils ont su manipuler la culture des ancêtres et les symboles de l'Islam : la Oumma, le Djihad, etc. autrement dit, ils mettent l'accent sur un nationalisme culturel pour donner corps à une communauté d'intérêt fictive visant à dissimuler les antagonismes sociaux au sein de l'Algérie post-coloniale. Tout est en place pour qu'une bureaucratie, armée idéologiquement, mette en place un système d'oppression héritier direct, par bien des aspects, de l'ordre colonial. La libération nationale ne fut pas une révolution, ou alors ce fut une révolution de palais[5].



Le capitalisme s'accommode très bien de l'identité. C'est même un marqueur qui permet à la marchandise de coloniser la vie quotidienne. L'universalité vide du capital sait répondre à la demande, ou même la créer, d'une communauté donnée, pour peu qu'elle puisse en payer le prix. Et c'est ainsi que les homosexuels ont leur télévision (Pink TV de télé Bouygue) ou les musulmans leur soda (Méka-cola).
Aussi bien, l'Etat saura enfermer les individus dans leurs particularismes culturels pour maintenir ou renforcer la séparation et les empêcher, par là même, de lutter ensemble pour une remise en cause radicale de l'ordre établi dans sa globalité.
Pour cela, les classes dirigeantes peuvent bien s'appuyer sur des dignitaires communautaires ou des notables issus des « minorités visibles » pour encadrer, surveiller, discipliner ou manipuler les individus. Du coup, on ne sera pas stupéfait d'entendre l'UOIF[6] intervenir dans les médias pour lancer une fatwa contre les musulmans qui ne respectent pas la propriété

[5] A ce sujet, se reporter à, sous la direction de Claude Liauzu, *Colonisation : droit d'inventaire*. Armand Colin, 2004, pp. 262-274.

[6] Union des Organisations Islamiques de France, composante du Conseil du Culte Musulman de France créé par le gouvernement. Une organisation proche des Frères musulmans, groupe de l'islam politique radical créé en Egypte dans les années 1930 et encore actif aujourd'hui bien que divisé sur les stratégies politiques à mettre en œuvre pour conquérir le pouvoir.

privée… La politisation des particularismes doit être combattue non pas au nom de la supériorité des valeurs occidentales, mais parce qu'ils nous mettraient dans l'impossibilité de lutter ensemble sur un même terrain : celui de la question sociale. La seule forme de communauté que nous devons accepter c'est celle d'une communauté des égaux, car c'est la seule qui puisse nous permettre de lutter pour la liberté et l'égalité, ou plutôt une égale liberté de fait et de droit[7].

Dans le cas contraire, nous resterions seuls dans nos presque prisons.

Une culture ne peut pas être extérieure, elle ne peut se donner que comme une construction individuelle. La culture est le produit de tout ce qui constitue un individu, une récapitulation de son être véritable. En ce sens, elle ne peut être que multiple et inachevée.

Lorsqu'une culture est fermée et exclusive, elle devient totalitaire et renvoie à la soumission, c'est-à-dire à la Loi.

La guerre des cultures ne signifie rien. Elle n'est qu'une illusion, une idéologie qui nous menace et nous divise.

Nous ne devons garder qu'une perspective : celle d'une révolution sociale portée par un imaginaire politique et social radicalement autre que celui de l'Etat-nation et de la marchandise.

Contre la logique de tous les pouvoirs, à nous de trouver les clés de cette parade sauvage ■

---

[7] Un groupe politique se nommant les Indigènes de la République est de plus en plus présent dans les manifs. Dénonçant sans ambiguïté la culture coloniale qui imprègne aujourd'hui encore la société française, son terrain de lutte apparaît comme étant celui de la question sociale. En même temps, le discours de ces militants reste réformiste et ne met pas directement en cause l'ordre établi. En se plaçant en situation de demandeurs vis-à-vis de l'Etat (« nous voulons du travail et un peu plus de reconnaissance »), ils ne font que légitimer le pouvoir de domination. De la même manière, l'expression « indigènes de la République » renvoie aux catégories et au discours qui sont ceux du pouvoir. La langue qu'ils utilisent est bien celle du dominateur.

Les grèves ensablées

La grève avortée du 22 novembre 2005 à la S.N.C.F. est bien à l'image d'une époque où la décomposition sociale s'étend sans que des luttes radicales ne parviennent à s'enraciner. Cet échec est d'autant plus cuisant que cette grève avait été annoncée depuis des semaines comme « reconductible ». Il vient clore une série d'autres défaites subies depuis quelques années dont celles, dernièrement, de la S.N.C.M et de la R.T.M. Il apparaît de plus en plus clairement que les bases sur lesquelles les dernières grèves se sont produites (de moins en moins vigoureusement d'ailleurs au fil du temps), à savoir purement défensives, au mieux timidement revendicatives, ont fait leur temps ; que les stratégies visant à désamorcer les conflits mises en place par les directions syndicales, qui se moquent des attentes de la base mais savent très bien défendre leurs propres intérêts, n'ont que trop bien réussi. C'est comme si les mouvements de ces dernières années avaient été autant de rivières qui se sont perdues dans le désert. Ils sont nombreux aujourd'hui, même parmi les plus combatifs, à ne plus vouloir s'user dans des « journées d'action » (en fait d'inaction) sans lendemain, comme cela a encore été le cas le 24 novembre, deux jours après les cheminots, dans l'Education Nationale, ou les 23 et 25 novembre à la R.A.T.P. Aucune assemblée générale n'est jamais prévue par les syndicats à l'issue de ces journées, ce qui en dit long sur leur volonté de leur donner une suite. Qui voudrait désormais servir de marionnette à de souverains pontifes syndicaux qui tirent les ficelles quand ils le jugent opportun pour mieux laisser choir les mouvements de grève par la suite ?

Nous entrons donc dans une période critique où le risque est grand d'un étiolement rapide de toute forme de lutte véritable, d'autant plus que l'étau policier et le contrôle social se font de plus en plus oppressants. Il est donc grand temps que nous tirions collectivement, partout où c'est possible, au sein d'assemblées générales, le bilan de ces

échecs, afin que puisse renaître, sur des bases et des objectifs totalement renouvelés, des mouvements plus déterminés.



Les grèves qui se sont déclenchées ces dernières années ont cependant eu des aspects positifs. Le meilleur a sans doute été une exigence croissante de démocratie directe qui a conduit une frange importante des grévistes à considérer que c'était dans les assemblées générales que résidait la véritable souveraineté, et non dans les instances bureaucratiques des partis et des syndicats. Dans le numéros 5 de *Négatif* (octobre 2005), nous remarquions toutefois que ce désir d'autonomie avait trouvé ses limites puisqu'au sein de ces assemblées générales, on avait compté bien trop souvent sur les directions syndicales sinon pour déclencher, du moins pour amplifier et accompagner les luttes. Cette contradiction, qui n'a malheureusement pas encore été vécue comme telle, trouve sa source dans une autre contradiction, celle entre la forme prise par les mouvements (la constitution d'assemblées générales) et leurs objectifs déclarés.

Les assemblées générales sont une forme d'organisation spontanée que se donnent les grévistes lorsqu'ils ont appris à se méfier des syndicats et de leur redoutable capacité à contrôler et désamorcer des mouvements dont ils ne sont pas à l'origine. On ne peut donc que s'alarmer qu'elles en soient souvent réduites à accepter, voire solliciter l'aide syndicale, lorsqu'elles jugent qu'il faut faire vite et qu'elles se sentent prises au dépourvu pour mobiliser le maximum de salariés. Ce qui fait que l'assemblée générale, plutôt que de se donner des règles de fonctionnement véritablement démocratiques, d'être l'instance qui permette à tous les grévistes de s'approprier entièrement leur lutte, se voit réduite à ne plus constituer qu'une sorte de groupe parallèle aux syndicats, sa fonction se trouvant ainsi dévoyée.

Il y a une raison essentielle à la faillite désormais habituelle de ces bonnes intentions. C'est que l'organisation spontanée des grévistes lors d'un mouvement ne saurait constituer une forme vide, dans laquelle il suffirait de couler quelques revendications de circonstance. Car cette forme est aussi un contenu. La démocratie directe ne peut être mise au service d'autre chose que d'elle-même en tant que projet d'organisation sociale. Elle est à la fois un moyen et un but. Le combat mené au sein des assemblées générales doit se donner pour objectif essentiel l'abolition de l'ordre existant et l'édification d'une société où être maître de son destin signifie quelque chose pour chacun. C'est ce qu'avait bien compris Anton Pannekoek, lorsqu'il écrivait, en 1936 : « *Se battre pour la liberté, ce n'est pas laisser les dirigeants décider pour soi, ni les suivre avec obéissance, quitte à les réprimander de temps en temps. Se battre pour la liberté, c'est participer dans toute la mesure de ses moyens, c'est penser et décider par soi-même, c'est prendre toutes les responsabilités en tant que personne, parmi des camarades égaux.* »[2] Chaque fois que des travailleurs s'organisèrent de cette manière, ce fut lors de périodes révolutionnaires telles que les révolutions

[2] Anton Pannekoek, *Les Conseils ouvriers*, in *La Révolution bureaucratique*, Paris, 10/18, 1973.

russes de 1905 et 1917 (les soviets)[3] ou la révolution allemande qui éclate à la fin de la Première Guerre mondiale (les conseils)[4], pour ne citer qu'elles. Ces formes d'organisation eurent aussi leurs faiblesses. Pannekoek se montre clairvoyant sur les conseils allemands : « *Mais les ouvriers allemands, qui avaient été habitués à la discipline de parti et de syndicat et dont les buts immédiats étaient modelés d'après les idéaux sociaux-démocrates de république et de réforme, désignèrent leurs dirigeant syndicaux et leurs leaders de parti à la tête de ces conseils. Ils avaient su se battre et agir correctement par eux-mêmes, mais ils manquèrent d'assurance et se choisirent des chefs remplis d'idéaux capitalistes - ce qui gâche toujours les choses.* »[5].

Nous sommes bien loin aujourd'hui des circonstances historiques mentionnées ci-dessus et il y aurait certes quelque optimisme forcené à penser que nous sommes à la veille d'un mouvement visant à la dissolution des conditions actuelles d'existence. Ce que pourrait être un tel mouvement reste d'ailleurs à imaginer, et si les expériences du passé doivent nous éclairer, la forme qu'il prendra est encore inconnue. Il sera la création de ceux qui y prendront part, et il est souhaitable que les moyens dont il se dotera s'accordent avec les fins qui seront les siennes. Mais dès aujourd'hui, l'expérimentation de luttes qui s'organiseraient dans le seul cadre d'assemblées souveraines, quel que soit leur nom, qui porteraient l'espoir d'une société autre et dont toutes les forces seraient mises au service d'un tel objectif serait précieuse. Elle permettrait de développer une nouvelle conscience et d'éviter ainsi les écueils mentionnés par Pannekoek à propos des conseils allemands. Les remarques de ce dernier demeurent donc parfaitement actuelles. Les assemblées générales d'aujourd'hui, de par leurs exigences démocratiques, ont quelque chose à voir avec ce qui incita les travailleurs russes et allemands à s'organiser en soviets et conseils. Mais elles ont, jusqu'à présent, fait l'erreur de ne pas avoir poussé à bout la logique qui a conduit les grévistes à les réunir. Lors des derniers mouvements, leurs revendications ne sont jamais allées au-delà de celles portées par les syndicats. En 2003 par exemple, il s'agissait de s'arc-bouter sur des positions défensives qui, en cas de victoire, auraient simplement abouti au retrait de projets gouvernementaux de régression sociale. A aucun moment ne s'est exprimée au sein de ces assemblées une volonté de se battre sur un terrain qu'elles auraient défini elles-mêmes et qui aurait marqué une véritable rupture avec le cadre dominant. Elles en sont toujours restées à des revendications qu'elles jugeaient acceptables dans les limites d'un système dont elles n'ont jamais remis en cause les fondements. Elles se sont donc mises en concurrence sur un terrain qui n'est pas le leur, mais qui est la chasse gardée des centrales syndicales dites représentatives, les fameux « partenaires sociaux ». On ne peut se battre sur un terrain qui est celui de l'ennemi, il faut entraîner l'ennemi (et les syndicats, organismes de cogestion du capital, font partie des ennemis de l'émancipation des travailleurs) sur son propre terrain. Le seul terrain possible n'est donc pas celui de la négociation avec les classes dominantes, négociation dont on sait bien qu'elle se fait toujours sur le dos des salariés, mais celui de la lutte contre le capitalisme et pour une société libérée de l'Etat et de la marchandise.

Les mouvements des dernières années ont toujours eu comme point de départ une nouvelle attaque de la bourgeoisie contre nos conditions d'existence. On peut comprendre le réflexe défensif qui consiste à vouloir s'accrocher à ce qu'on possède encore, pour ne pas dégringoler de nouvelles marches, et ainsi s'accrocher aux syndicats. Le problème est que tout le monde a dégringolé les marches avec les syndicats. Le défi que doivent aujourd'hui relever les assemblées générales de travailleurs, mais aussi de tous ceux qui sentent le besoin de s'organiser à la base, est de favoriser le déclenchement de

3 On sait quel sort le parti bolchevik et Lénine, après avoir proclamé dans un souci tactique « Tout le pouvoir au soviets », réservèrent à ces assemblées de travailleurs.

4 On sait également quel rôle joua le parti social-démocrate, aidé par l'armée et les corps francs, dans l'écrasement de la révolution allemande de 1919.

5 Ibid., p.161.

luttes radicales dès que l’occasion se présentera. La logique du système capitaliste tout entière est contenue dans chacune des attaques particulières qu’il dirige contre nous. Chacune d’entre elles n’est qu’un moment de la guerre sociale que la bourgeoisie ne peut désormais faire autrement que de lancer contre le prolétariat. La seule position qui doit aujourd’hui être adoptée par les assemblées générales est la dénonciation, à travers telle ou telle attaque des classes dominantes, de la logique du capital, qui ne peut être combattue simplement à travers ses manifestations récentes, mais à la racine même. Il n’y a rien à revendiquer, simplement à aspirer [ces longues années de régression sociale devront pourtant bien apparaître un jour comme autant de preuves que toute autre stratégie est illusoire et désastreuse] à l’établissement d’un système totalement autre, fait pour répondre enfin aux aspirations des hommes qui ne seraient plus soumis à la logique infernale et destructrice de l’Economie incarnée par la bourgeoisie.

Cette aspiration doit désormais être au centre de la lutte quotidienne. Qui aurait pu imaginer en effet, il y a encore une trentaine d’années, alors que les travailleurs pensaient encore pouvoir bénéficier des fruits de la croissance des « Trente glorieuses », que la vie sociale allait se transformer en un tel champ de ruines ? Depuis, toutes les digues ont cédé et c’est la débandade. Plutôt que d’y participer, c’est le rôle des assemblées générales de grève d’être les noyaux autour desquels pourra se reconstituer un nouvel espoir. C’est en effet en leur sein que la pratique alliée à une réflexion sur cette pratique pourra déboucher sur une nouvelle forme de conscience. Il faut donc arriver à répandre dans ces assemblées l’idée que l’on peut s’organiser non pour mener un combat d’arrière-garde contre un ennemi qui avance, mais un autre, plus fondamental et passionnant ■

Internet à la conquête d'un « non-lieu »



Si l'utopie (du grec ou « non » et topos « lieu » : « en aucun lieu ») est le monde de « nulle part », alors Internet peut reprendre cette définition. Par son choix décentralisé initial et par son organisation « maillée » de plus en plus mondiale, le réseau est de partout, donc de nulle part. Quiconque peut s'y connecter, s'y rattacher, de quelque endroit qu'il se trouve, sans se préoccuper du lieu géographique. Plus que d'une île utopique, il s'agit d'un archipel en accroissement exponentiel, tant le nombre de sites et de services se développe. Il est internationaliste, à vocation universelle par nature, pour notre petit monde qui se réduit de plus en plus...

Dans cette culture du réseau, au-delà d'une apparente démocratie directe qui s'exprime notamment dans les courants alter-mondialistes ou chez les chercheurs en Intelligence collective, qui s'auto-organise et crée ses propres morales, que reste-il de cet esprit souvent qualifié de « libertaire » ?

Mais que veulent ces pirates qui surfent sur le Net ?

En 2003, les pirates, via les réseaux peer to peer[1], auraient téléchargé 57 milliards de fichiers dont 12 milliards de fichiers audio, 45 milliards de fichiers images et 87 millions de films. Pour l'année 2007, il est « prévu » que chaque abonné aux réseaux haut débit télécharge 4 300 fichiers audio, 16 000 fichiers images, 680 documents et 30 films. Lorsqu'on se penche sur le profil de ces pirates et qu'on analyse leurs motivations profondes[2], les sanguinaires « Morgan » se métamorphosent alors en « pousseurs de caddy » qui, malgré leurs téléchargements, continuent, dans leur grande majorité, à acquérir des œuvres dans les circuits de vente traditionnels. Certains estiment d'ailleurs que le téléchargement joue, pour eux, le rôle de préparateur de l'acte de consommation et leur permet ainsi d'acheter en tant que consommateurs exigeants. Ils revendiquent un doit à la diversité et à un non-alignement culturel. La critique des produits « marketés » et standardisés trouverait ainsi une réponse via le P2P. Mieux, ils les invitent à innover dans ce nouvel univers numérique et notamment à diminuer le prix de vente de leurs produits, y compris sur leurs plates-formes de vente en ligne et attendent des maisons de disques qu'elles développent des produits interactifs à forte valeur ajoutée pouvant susciter leur vif intérêt.

Ils sont alors favorables à la mise en place de dispositifs innovants permettant d'assurer une rémunération des droits d'auteurs et des droits voisins au travers, par exemple, de solutions de micro-paiement ou par la mise en œuvre d'une redevance. À y regarder de plus près, pour ces « pirates » bien policés, Internet et le P2P ne sont que des caddys d'un nouveau type que l'on pousse dans les allées virtuelles des vieux « temples de la marchandise ».

Non-marchand contre marchandise.

Personne ne s'est étonné de voir Greenpeace être une des organisations à populariser ses actions via Internet pour prévenir du déroulement des manifestations, informer, pétitionner, lancer des boycotts, etc. Le P2P comme moyen de popularisation, de mobilisation exceptionnelle, utilisé par « une vaste communauté non hiérarchique » (qui se maille avec la mouvance alter-mondialiste dont le leitmotiv est « le monde n'est pas une marchandise ») qui y pratique le non-marchand (ou no profit), le bien commun, l'intelligence collective ainsi que le travail « collaboratif » et le partage des connaissances, a désormais ses maîtres à penser. Pour la Fing (« club » de réflexion sur les nouvelles technologies dont l'objet est de stimuler, repérer et faire connaître l'innovation dans les services, les applications et les usages de l'Internet de demain), Internet deviendra « un facteur de civilisation ». Mais, « pour cela, il nous faut aujourd'hui prendre explicitement en compte le Bien Commun, c'est-à-dire la vision de l'intérêt général qui sublime les intérêts particuliers. […] Parce que nous sommes tour à tour citoyen, consommateur, éducateur, administré ou travailleur ».

Si l'ordinateur relié au réseau - aujourd'hui accessible aux plus démunis par la baisse des prix et diverses offres de service public - assure les moyens d'être plus autonomes, d'obtenir plus rapidement des informations, d'imprimer des contenus autrefois très longs à acquérir, l'utopie, devenue « pragmatiste et réaliste », même au nom de notions comme le « domaine public », n'en demeure pas moins une utopie au regard de la réalité économique.

Pour les alter-mondialistes avec, à leurs côtés, Yann Moulier Boutang[3] (qui criait

---

[1] Contrairement au réseau Internet classique dans lequel les machines sont connectées directement à un serveur, l'échange de fichiers dans le peer to peer (ou P2P) se fait directement entre utilisateurs du réseau, sans passer par des machines spécialisées. Tout utilisateur du système est à la fois client et serveur. C'est-à-dire que disparaît la différence entre ceux qui sont « clients » et ceux qui ont installé le « serveur ».

[2] « P2P : quelle utilisation pour quels usages ? », enquête réalisée par la Fondation Internet nouvelle génération. www.fing.org du 6 janvier au 30 mai 2003.

[3] Yann Moulier Boutang est à la fois militant politique, essayiste, économiste et chercheur. Il est actuellement

« um outro mundo è possivel ! »), « nous sommes en pleine bataille des nouvelles enclosures (nom qu'on a donné en Angleterre à la suppression par le Parlement des droits de propriété collective sur les terres communes)[4]. Pourquoi ? Parce nous assistons à une mutation profonde du capitalisme que nous résumons par le terme de capitalisme cognitif. Le capitalisme immatériel, sans poids (Weightless Economy, selon l'expression de D. Quah), la "société de l'information", la net-economy, la "Nouvelle économie", la Knowledge-based Economy (OCDE), la révolution technologique des NTIC sont autant de façons de nommer cette transformation et d'en saisir certains aspects partiels. […] Quel est le problème central de l'échange marchand dans l'économie du capitalisme cognitif ? Elle tient à notre sens au poids croissant des externalités positives, c'est-à-dire aux effets productifs positifs et gratuits des multiples interactions dans une société reposant sur la connaissance ».

Le capitalisme n'est pas une cérémonie bouddhiste et les alter-mondialistes, qui proposent de lutter contre le « fléau néolibéral » et non contre le capitalisme en général - et encore moins contre la marchandise, l'argent, la valeur et l'État -, l'ont oublié. La lecture d'*Empire*, le best-seller de Hardt et Negri, est éloquente. Les auteurs annoncent vouloir dépasser la description des symptômes et les analyses superficielles, mais la logique de la marchandise n'est jamais nommée.

La contestation se propose seulement d'empêcher que l'éducation, la santé, la culture, la science, l'art, l'agriculture et d'autres domaines spécifiques ne deviennent des marchandises à leur tour (en présupposant, évidemment, qu'ils ne le sont pas déjà). L'ordinateur serait l'instrument qui réalise le rêve d'un travail qui crée de la valeur sans intervention du capital. Negri parle en effet du « PC [non le Parti communiste, mais le Personal computer] comme capacité autonome de travail, comme outil intégré au cerveau, sans besoin d'un patron qui le prête en échange du travail ». L'analyse de la dimension sociale et immédiatement communicative des formes nouvelles du travail vivant conduit les auteurs à chercher les nouvelles figures de la subjectivité, en ce qui concerne l'exploitation : « Après une nouvelle théorie de la plus-value, donc, une nouvelle théorie de la subjectivité doit être formulée, qui passe et fonctionne fondamentalement par la connaissance, la communication et le langage [5]. »

Quant à cette « sorte de communisme spontané et élémentaire », où la force de travail trouve dans la mise en commun, et non plus simplement dans le capital, la source de son « auto-valorisation », c'est très précisément cela que révèle le « postfordisme » : nouvelles conditions du travail en entreprise.

Enfin, cette perspective du no profit : « Oui à la marchandise, à condition pourtant qu'elle reste dans ses bornes et renonce à dévorer la société entière » n'est pas très différente de celle des néo-keynésiens[6] qui, eux aussi, ont découvert l'importance du volontariat et l'intègrent dans leurs business plan. De l'aveu même des organisateurs de festivals ou des Jeux olympiques (dont les enjeux mercantiles ne sont plus à démontrer), la « réussite » de grandes manifestations passe par l'implication de volontaires. Ces derniers (qui paient pour travailler gratuitement), sont récompensés par la seule « satisfaction d'y

---

professeur de sciences économiques à Université de Compiègne et à l'IEP de Paris.

[4] Sur cette question des clôtures, voir le livre de Yann Moulier Boutang : *De l'esclavage au salariat, économie historique du salariat bridé*, PUF, 1998, p. 296-300.

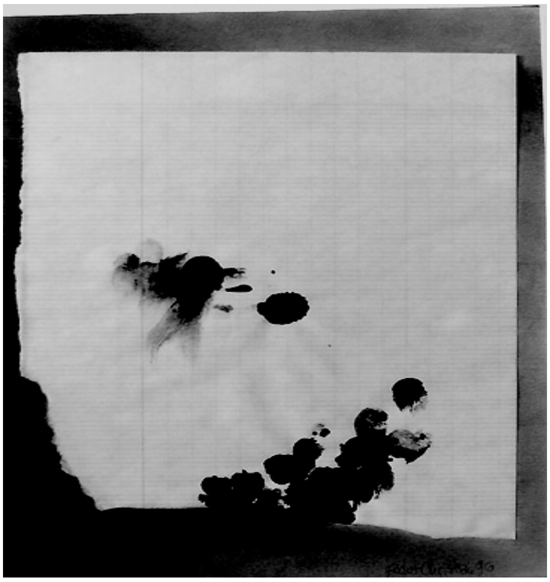
[5] Michael Hardt, Toni Negri, *Empire*, Exils Éditeur, 2000.

[6] « L'État étant en mesure de calculer l'efficacité marginale des capitaux avec des vues lointaines et sur la base des intérêts sociaux de la communauté, nous nous attendons à le voir prendre une responsabilité sans cesse croissante dans l'organisation directe de l'investissement. Le seul remède radical aux crises de confiance qui affligent la vie économique moderne serait de restreindre le choix de l'individu à la seule alternative de consommer son revenu ou de s'en servir pour faire fabriquer l'article de capital qui, même avec une faible évidence, lui paraît être l'investissement le plus intéressant qui lui soit offert ». (Keynes, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, 1936.)

avoir participé ». Le spectaculaire « j'y étais » néglige le « à quel coût ! ».

Et si la cyber-utopie était justement de croire que la dynamique d'Internet puisse bouleverser l'ordre des choses ? L'histoire a maintes fois démontré que l'illusion d'un progrès technique ne permettait pas de rénover la société, matériellement et politiquement. Depuis la formule de Lénine selon laquelle le socialisme d'URSS serait « les soviets plus l'électricité » jusqu'aux productions du « socialisme réel » stalinien ou maoïste, on est bien revenu de cette croyance en un progrès technique globalement « libérateur » ■

La mort en voiture change de parking



Ils sont énervants ces SDF, comme on les appelle administrativement, de ne pas vouloir supporter les nuits froides dans les casernes qui leur sont réservées… Il faudrait sans doute les y conduire de force (c'est ce qu'on fait déjà d'ailleurs) pour éviter que le nombre de morts de froid ne soit par trop indécent pour cette chère république française. Malheureusement, maintenant, il ne s'agit plus seulement d'hommes et de femmes qui vivent toute l'année dans la rue, qui dorment à la belle étoile et qui osent refuser l'hébergement carcéral qu'on leur offre charitablement.

Avec la mort le 24 novembre d'un homme de 38 ans près de Gray (Haute-Saône), le portrait robot des SDF récalcitrants en prend un sacré coup dans l'aile, de même que les concepts sociologisants de la « désaffiliation sociale » : Sylvain Schiltz avait encore il y a peu un emploi d'intérimaire dans une déchetterie, un logement, il lui restait encore sa voiture, drôle de SDF. Expulsé de son logement à la fin du mois d'octobre, peu de temps avant la trêve hivernale en raison d'arriérés de loyer, il vivait dans sa voiture depuis quelques semaines avec toutes ses affaires. Et il est mort de froid dans sa voiture, avec toutes ses affaires, d'une crise cardiaque ou d'hypothermie, ou les deux, au choix.

Et c'est là que les journaux, les services sociaux de la ville et autres « autorités » jouent leur rôle habituel : non, ce n'était pas un gars qui tentait de survivre avec peu de moyen, à qui on n'offrait pour survivre qu'un sous-emploi précaire comme à tant d'autres aujourd'hui ; non, ce n'était pas un homme qui, parmi beaucoup d'autres exploités de cette société, n'avait plus de quoi payer son loyer parce qu'on ne lui offrait que des miettes pour survivre ; non, son expulsion juste avant l'hiver n'est pas le résultat d'une décision froide du tribunal de Vesoul qui le vire de chez lui comme un malpropre, comme les tribunaux ou les forces de l'Ordre le font pour des familles entières pendant toute l'année et à une vitesse accélérée depuis quelques mois.

Non, encore une fois, il faut le faire passer pour un paumé, un mec qui a la chance de se faire exploiter comme intérimaire et qui ne trouve pas le moyen de pouvoir honorer son loyer (c'était sans doute un « ménage qui gérait mal son budget mensuel », comme dirait l'INSEE) ; il faut le faire passer pour un « désaffilié », un abandonné du « lien social », un « asocial » qui « n'avait ni femme ni enfant » (mais comment donc est-ce possible ??) ; il faut le faire passer pour un anormal qui « errait dans le secteur » et qui « s'était vraisemblablement garé là un peu par hasard »…

Pour preuve, les « services sociaux » l'ont juste décrit comme « un homme asocial qui se désintéressait de sa situation » : en gros, ils avaient tout fait pour l'aider, pour lui proposer « des solutions » (lesquelles ? on ne saura pas !), et il avait eu le culot de ne pas répondre

à leurs courriers : mais une fois expulsé de son logement, comment pouvait-il recevoir ces courriers ? Et le directeur de cabinet de la préfecture de Haute-Saône de préciser pour se dédouaner que « le dialogue qui avait tenté d'être instauré [était] resté infructueux » ; et d'ajouter : « nous avons des capacités importantes (dans les casernes pour « désaffiliés ») et nous ne sommes pas à un taux de *remplissage* maximum ». C'est donc bien de sa faute s'il est mort de froid, il n'a pas accepté de *remplir* les taudis réservés aux pauvres.

Et le maire de la ville de tenter de sauver la mise lui aussi en affirmant qu'il aurait été « prêt à lui proposer un poste d'employé municipal ».
Oui, après s'être retrouvé à la rue, et maintenant qu'il est mort, il peut toujours se voir proposer un poste de ministre, de l'*Intérieur*, par exemple ■

P. S. : La voiture sera-t-elle vendue au domaine ?



Vous voulez recevoir le prochain numéro (ou un ancien) par courrier électronique ?

Contact : georges.ouden@caramail.com